

Actualité de la pensée de François Partant

Qu'importe la vitesse si l'on est privé du temps ?

François Partant – Roche de son vrai nom – est au départ un économiste de formation, cadre de haut niveau à la banque Paribas. Il commence à se poser des questions au début des années 60 à la suite d'une mission en Iran où il devient proche de l'opposition au shah. Il fait ensuite un long séjour de quatre ans à Madagascar et se retrouve en France lors des événements de mai 1968 qui, dit-il, lui firent « le plus grand bien ». Certain qu'aucun développement n'est possible dans les conditions où l'on prétend le promouvoir, il interviendra désormais hors de toute structure professionnelle. En 1969, à Aden, il est amené à travailler sur un projet de « centrale économique » qu'il propose au gouvernement marxisant en place mais qui n'aboutira pas. Malgré deux nouvelles tentatives avortées également, au Congo en 1971 et l'année suivante à Madagascar où il arrive à la veille du « mai malgache », il va continuer de porter en lui, jusqu'à la fin de sa vie, ce projet qui aura constitué en quelque sorte sa « ligne d'horizon »¹ :

« C'est quand je me suis arrêté de travailler que j'ai réellement commencé à comprendre les choses. Le drame c'est que, quand on travaille, on n'a pas le temps de penser. »

Rentré en France en 1975, il va se consacrer à l'écriture. Outre de nombreux articles publiés dans diverses revues – dont *le Monde diplomatique* –, cinq livres vont jalonner sa réflexion de plus en plus radicale envers le monde qui nous entoure. Brisant les tabous de la « pseudo-science économique » avec en 1976 *la Guérilla économique* suivie en 1978 de *Que la crise s'aggrave !*, c'est ensuite l'utopie libertaire du *Pédalo ivre* en 1980 suivi en 1982 de *la Fin du développement, alternative au monde finissant*. Mais très affaibli par la maladie – il meurt d'un cancer dans le village viticole de Montpeyroux (Hérault) le 25 juin 1987 à

1. Si dans les dernières années de sa vie, F. Partant se qualifie explicitement d'autogestionnaire et de libertaire, il aura gardé longtemps des illusions sur le régime maoïste et, même, au début, sur les Khmers rouges chantres de la campagne « saine » contre la ville « chancre ».

l'âge de 61 ans² –, il laisse inachevé un manuscrit analysant l'idéologie du progrès et proposant des pistes pour un « après-développement » qui, mis en forme par un groupe d'« amis de François Partant », sera publié en 1988 sous le titre de *la Ligne d'horizon*³, trame du présent article.

Historique du « développement »

Le développement tel que nous le connaissons en Europe a une origine historique : c'est la fin du XVIII^e, le début du XIX^e siècle. F. Partant aime à rappeler que jusque-là toutes les sociétés vivaient en autonomie économique sur leurs ressources propres. Elles définissaient non leurs besoins, car ils sont partout les mêmes, mais les moyens de les satisfaire et les techniques mises en œuvre à cet

2. Anecdote personnelle confirmant qu'il est allé au bout de lui-même : désireux, après l'avoir lu, de faire sa connaissance mais ignorant de la gravité de son état de santé, je lui avais envoyé ma brochure sur Pa kin *Le coq qui chante dans la nuit*. Il m'avait presque aussitôt répondu : « Merci de m'avoir envoyé le petit livre que vous avez consacré à Pa kin. Je l'ai lu avec intérêt car il était court et c'est avec un égal intérêt que j'aurais, en d'autres temps, lu votre ouvrage sur l'histoire des anarchistes chinois. Malheureusement, aujourd'hui, mon état de santé limite considérablement le temps dont je dispose dans la journée et dans l'absolu. Je suis obligé de restreindre le champ de mes préoccupations et même de mes informations, pour ne retenir que ce qui est en rapport direct avec le sujet que j'essaie de traiter. Je crains fort de ne pouvoir terminer le travail que j'ai commencé, mais n'ai aucune chance d'y parvenir si je me disperse tant soit peu. » Sa lettre est datée du 22 juin 1987, trois jours seulement avant sa mort...

3. Il convient également de signaler la parution en 1993 d'un recueil d'articles devenus introuvables et pour certains inédits, écrits entre 1977 et 1987, sous le titre « Cette crise qui n'en est pas une ». Le premier de ses livres a été publié au Seuil, les deux suivants aux éditions Solin et les derniers chez Maspero-La Découverte.

effet. Elles étaient plus ou moins prospères mais elles maîtrisaient les facteurs dont dépendait leur propre reproduction : même dans le pire des déserts, les gens vivaient.

Or la période coloniale a modifié fondamentalement les conditions d'évolution de l'ensemble des sociétés. Quelques nations européennes ont envahi le monde, rendant possible la révolution industrielle du XIX^e siècle. L'industrialisation, avec l'urbanisation qu'elle provoquait, nécessitait la production d'un surplus alimentaire ou de matières premières agricoles, à une époque où les rendements agricoles ne progressaient que très lentement, et ce sont donc les colonies qui l'ont rendue possible. Ensuite, l'industrie a donné aux pays dans lesquels la révolution industrielle s'était produite le monopole d'un nombre considérable d'activités productives, non seulement industrielles, mais toutes celles en rapport avec l'industrie, comme les transports maritimes par exemple. Ces activités vont avoir le monde entier à la fois comme source d'approvisionnement et comme débouché. À partir de ce moment-là, il y a eu concentration anormale des activités productives dans les pays industrialisés.

Commence alors le grand déséquilibre Nord-Sud. La révolution industrielle a été non seulement, au point de vue social, le moteur de la division de la société en classes foncièrement antagonistes, mais aussi responsable de ce déséquilibre Nord-Sud. Elle constitue le point charnière à partir duquel tous les peuples, perdant leur autonomie économique, et par là même la possibilité d'un développement endogène centré sur leurs capacités à évoluer et sur leurs ressources propres, vont devenir de plus en plus étroitement interdépendants, mais avec des conditions de vie de plus en plus contrastées et des intérêts de plus en plus contradictoires. Tous vont être amenés,

de gré ou de force, à contribuer à l'édification d'une construction économique mondiale formidablement élitaire dont les nations industrielles constituent la faite dynamique. Tous apportent leur contribution à cette construction par le seul fait qu'ils se voient fixer pour objectif, par les pouvoirs qui s'exercent sur eux et dans un cadre qui peut être indifféremment capitaliste ou socialiste⁴, celui que poursuivent ces mêmes nations. C'est ainsi que la priorité donnée à l'accroissement de la richesse et de la puissance collectives par des moyens techniques est devenue le choix culturel fondamental commun à toutes les composantes sociales de l'humanité. En s'autoproclamant modèle universel, l'Européen, tout en reconnaissant l'humanité de l'Autre, le ravale au rang de l'homme historiquement inférieur, inachevé en quelque sorte. Son sentiment de supériorité, qui était et qui demeure au cœur de son racisme, se trouve un fondement apparemment objectif : il est l'homme le plus évolué. Du coup sa position dominante à l'échelle mondiale ne résulte plus d'un simple rapport de forces. Elle a une dimension ou une portée eschatologique qui se légitime : l'Européen trace la voie de l'évolution humaine.

L'idéologie du « progrès »

Or cette voie, c'est la voie de l'exclusion et de la destruction. Exclusion de l'Autre, destruction du milieu par l'accumulation indéfinie de richesses devenue une fin en soi. L'immense majorité des hommes ignore ce qui devrait être de nature à fonder un choix fondamental d'existence : il n'y a plus, à la différence des sociétés primitives, de correspondance entre le champ des connaissances et le champ de l'action : nous sommes en situation d'in-

terdépendance mais sans en connaître les conséquences : il y a complète rupture entre l'acte et la conscience des résultats de l'acte.

Aussi, notre mode de production, avec le genre de vie qu'il autorise et même qu'il implique – puisqu'il faut que la consommation augmente pour que la production puisse elle-même augmenter –, est-il aussi destructif du milieu qu'il est productif de valeurs marchandes. Les atteintes répétées au milieu finissent par avoir, en s'additionnant, les mêmes conséquences qu'un accident écologique majeur. En outre, notre opulence collective d'Européens est directement liée à l'exploitation du Tiers Monde, produit de la décolonisation : elle résulte du sous-paiement de nos approvisionnements, lui-même rendu possible par la sous-rémunération de la force de travail, le capital étant devenu au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, le seul véritable maître-d'œuvre du « développement ».

Les pays du Tiers Monde ne doivent donc surtout pas se considérer comme des « pays en voie de développement », puisque calqués sur notre modèle technico-économique, mais comme à reconstruire en fonction de leurs spécificités : reconstruire un appareil de production adapté à leurs ressources, à leur force de travail, au marché qu'ils peuvent devenir si la totalité de la population a accès aux

4. Dans la ligne de Marx, le socialisme – qui apparaît encore pour certains dans les années 80 comme une alternative possible avant que la chute du mur de Berlin en 1989 suivi de l'effondrement du régime soviétique en 1991 ne dissipe les dernières illusions – critique les rapports de production instaurés par le capitalisme, l'injustice sociale ou l'exploitation du travail, mais nullement l'accumulation capitaliste qui implique cette exploitation, puisqu'il admire l'efficacité du capital, les progrès techniques qu'il réalise et le développement des forces productives qu'il assure.

moyens de production, à leur culture. Mais ce choix implique la disparition de l'actuel système de pouvoir. Car jamais l'État ne le fera...

F. Partant est on ne peut plus explicite :

« La solution ne peut être recherchée que dans une organisation de l'anarchie. C'est-à-dire comment, concrètement, concevoir une organisation sociale pour qu'une économie puisse fonctionner sans pouvoir d'État. »⁵

La ligne d'horizon

Poursuivant sa réflexion, il conçoit un organe technique, baptisé « centrale économique », qui serait chargé de promouvoir et de coordonner les activités de production, travaillant sous le contrôle de l'autorité de tous ceux qui ont à exécuter ses décisions. Lieu où se précise la décision collective, la Centrale ne serait pas un pouvoir et devrait être structurée en sorte qu'elle ne puisse en devenir un. Le contrôle du peuple sur la Centrale ne pourra être effectif que si les entreprises promues par cette dernière sont autogérées, si elles sont représentées au conseil de gestion de la Centrale elle-même, avec un droit de vote pour toutes les affaires qui directement ou indirectement les concernent. La Centrale ne s e r a i t alors que l'organe qui impulse les entreprises économiques du pays, mais qui reçoit en retour les projets et les directives de ces dernières. Elle ne serait donc pas un pouvoir hiérarchique mais un centre de décisions collectives, un organe de coordination technique contrôlant

enfin l'exécution des décisions prises en commun.

F. Partant va même jusqu'à proposer la création d'une association « pour une alternative socio-économique mondiale ». Cette alternative ne peut être qu'un système socio-politique et technico-économique radicalement différent du système dominant, et ceux qui la veulent doivent donc revendiquer le droit de se constituer en société autonome, et de disposer d'une partie du territoire que se sont réparties les nations⁶. Une société ne peut être qualifiée d'alternative que si elle exclut tous les rapports de domination et toutes les relations de pouvoir qui structurent les sociétés existantes. Pratiquant une démocratie directe, qui confère à chaque individu un droit égal à participer aux décisions relevant de la collectivité, elle s'autogère en tous domaines. Si des délégations de pouvoir sont parfois nécessaires, elles doivent demeurer exceptionnelles et être à tout moment révocables afin que ceux qui en bénéficient ne puissent les utiliser contrairement aux vues de ceux qui les ont données. La règle est que les individus sont les membres conscients, actifs et responsables du groupe social qu'ils forment. Chaque groupe constitutif de la société alternative mondiale s'organise démocratiquement afin de permettre le plein épanouissement de tous les individus qui le composent. Il distribue les fonctions en son sein sans qu'elles puissent être une source de pouvoir ou de privilèges matériels indus. Et les individus auxquels sont attribuées des fonctions de direction ne les exercent qu'en vue d'assurer l'exécution des décisions prises par le groupe lui-même.

Utopie? Mais accepter le présent, c'est s'interdire un avenir possible.

Jean-Jacques Gandini

5. « Organisons l'anarchie », entretien avec F. Partant, *IRL*, n° 56, Lyon, 1984.

6. Doutant tout de même que celles-ci accepteraient de leur plein gré une telle amputation, il évoque l'hypothèse d'un milliardaire « fourériste » qui ferait don d'un tel territoire à titre expérimental...